

Cote du document: EB 2019/LOT/P.14/Rev.1
Date: 29 novembre 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de Prêt et don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette

République fédérale démocratique d'Éthiopie

Programme d'intermédiation financière rurale – Phase III

Numéro du projet: 2000002344

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sara Mbago-Bhunu
Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2838
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

Han Ulaş Demirag
Directeur de pôle
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +251 1 1617 2439
courriel: u.demirag@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés de l'expérience	2
II. Description du programme	3
A. Objectifs du programme, zone géographique d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes/résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Cohérence, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	9
A. Risques liés au programme et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	11
C. Plans d'exécution	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

Équipe d'exécution du projet/programme	
Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays/chargé de programme de pays:	Ulaş Demirag
Responsable technique du projet:	Zainab Semgalawe
Responsable de la gestion financière:	Claudio Mainella
Spécialiste climat et environnement:	Paxina Chileshe
Juriste:	Puri Tola Satué

Sigles et acronymes

AGRA	Alliance pour une révolution verte en Afrique
BEI	Banque européenne d'investissement
IFR	Institutions financières rurales.
PROSEAD	Projet de promotion du développement agro-industriel durable en Éthiopie
PTBA	Plan de travail et budget annuels
RUFIP	Programme d'intermédiation financière rurale
UCGP	Unité de coordination et de gestion du programme
UE	Union européenne

Carte de la zone du programme



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA, 09/09/2019

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République fédérale démocratique d'Éthiopie
Organisme d'exécution:	Ministère des finances
Coût total du programme:	305,79 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA*:	3,60 millions de DTS (équivalent approximativement à 4,90 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Prêt particulièrement concessionnel
Montant du don du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:	25,65 millions de DTS (équivalent approximativement à 35,10 millions d'USD)
Cofinanceurs:	Union européenne (UE), Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), Banque européenne d'investissement (BEI)**
Montant du cofinancement:	192,90 millions d'USD
Déficit de financement:	20,00 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Une partie sous forme de prêts, une partie sous forme de dons
Contribution de l'emprunteur:	51,95 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,95 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

* La majeure partie de la partie prêt du Système d'allocation fondé sur la performance au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA a été affectée au Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres (EB 2019/127/R.28).

** Le cofinancement envisagé par la Banque européenne d'investissement doit encore faire l'objet d'une approbation officielle qui devrait avoir lieu au quatrième trimestre 2019.

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 61.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Avec une population estimée à 102,4 millions d'habitants (2016), l'Éthiopie connaît un essor économique marqué. Selon le Fonds monétaire international, la croissance du pays atteignait 8,5% en 2018. La proportion de personnes en situation d'extrême pauvreté est passée de 55% en 2000 à 24% en 2016. En parallèle, le revenu national par habitant est passé de 350 USD en 2010 à 993 USD en 2017. Le pays a atteint six des huit objectifs du Millénaire pour le développement en ce qui a trait à la réduction de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition, à l'éducation, à la lutte contre les maladies chroniques et à la baisse de la mortalité infantile. Malgré ces progrès, l'Éthiopie reste un pays pauvre et se classe au 173^e rang (sur 189 pays) selon l'indice de développement humain (0,463)¹.
2. Le secteur agricole, qui fait vivre 80% de la population, souffre de sécheresses fréquentes, aggravées par les changements climatiques. L'incidence de la pauvreté est plus élevée dans les régions vulnérables sujettes à la sécheresse. Les populations pastorales et agropastorales vivant dans les basses terres arides et semi-arides accusent en retard dans la plupart des indicateurs socio-économiques. Leurs moyens d'existence sont particulièrement vulnérables à une multitude de chocs.
3. Sur le plan du développement, l'Éthiopie s'est fixé pour objectif de réduire la pauvreté et d'en finir avec la dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire, et oriente ses politiques, ses stratégies et ses programmes de développement en ce sens. Le deuxième Plan de croissance et de transformation, mis en œuvre par le Gouvernement, vise à faire de l'Éthiopie un pays à revenu intermédiaire d'ici 2025, avec un taux de croissance d'au moins 11,2% par an. La Stratégie nationale pour l'amélioration de l'accès aux services financiers (2017-2022) met en exergue le rôle primordial de l'accessibilité des financements pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

4. Le programme s'inscrit dans le droit fil des principales politiques du FIDA, notamment la Politique concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (2012) et le Plan d'action en faveur des jeunes ruraux (2019-2021). Les stratégies relatives au genre et à la jeunesse sont présentées plus loin, dans la partie consacrée à la description du programme.
5. Grâce à la stratégie de ciblage et d'inclusion sociale, les institutions financières rurales (IFR) cibleront de manière proactive les femmes, les jeunes et les personnes marginalisées en Éthiopie, notamment dans les zones sujettes à la sécheresse où les petits exploitants sont touchés par les chocs climatiques, dans le but de les rapprocher du système financier. La phase III du Programme d'intermédiation financière rurale (ci-après RUFIP III) appliquera des mesures d'autociblage des IFR et de ciblage direct des ménages visés.

¹ Rapport sur le développement humain 2017 du Programme des Nations Unies pour le développement.

6. **La stratégie d'intégration des questions de genre** permettra de transposer à plus grande échelle les bonnes pratiques en matière d'inclusion et de sensibilisation des femmes, à savoir la fourniture de produits et de services adaptés, la participation accrue des femmes aux décisions et la prestation de services d'éducation financière. De nombreuses femmes ont bénéficié du programme précédent, le RUFIP II: elles représentaient 45% des clients/membres des IFR et 40% des membres du conseil d'administration des coopératives rurales d'épargne et de crédit (soit plus que l'objectif fixé à 30%). Dans le cadre du RUFIP III, les partenaires d'exécution devront porter ces deux chiffres à au moins 50%.
7. **La stratégie d'intégration des questions relatives à la jeunesse** part du principe que l'accès des jeunes ruraux à des services financiers constitue une priorité nationale. Elle consiste donc à reproduire et à transposer à plus grande échelle des interventions réussies telles que le programme YouthStart, financé par le Fonds d'équipement des Nations Unies, et les modules de la Women's World Banking², afin de développer l'éducation financière des jeunes, d'accroître le nombre de jeunes parmi les clients des IFR et de favoriser les investissements dans des entreprises viables.
8. **Nutrition.** La prévalence de la malnutrition est passée de 49% en 2000-2003 à 21,4% en 2015-2017. Malgré le recul de la malnutrition infantile, les taux de malnutrition en Éthiopie sont les plus élevés d'Afrique subsaharienne. Le programme permettra de sensibiliser les populations aux questions de nutrition lors de campagnes d'information et de démonstrations, notamment dans les régions les plus exposées à l'insécurité alimentaire du fait des nuisances environnementales.

Justification de l'intervention du FIDA

9. Au fil des programmes RUFIP, le FIDA est devenu un partenaire clé du Gouvernement éthiopien dans l'amélioration de l'accès aux services financiers dans les régions rurales. Le programme RUFIP III donne au FIDA l'occasion de consolider et de transposer à plus grande échelle les résultats obtenus jusqu'ici, tout en accentuant encore plus l'attention sur les domaines de priorité du FIDA et la problématique de la durabilité.
10. Étant donné que le Gouvernement éthiopien mène actuellement plusieurs réformes économiques, le programme RUFIP III devrait ouvrir de nouvelles perspectives de participation à l'élaboration des politiques en vue de mettre en place: i) des infrastructures financières (systèmes de paiement nationaux, bureaux de crédit, dispositif d'enregistrement des garanties, etc.), ii) une institution de protection des épargnants, iii) un cadre de réglementation des réseaux de mandataires dans le secteur financier, iv) des marchés ruraux de crédit-bail pour les microentreprises. Le FIDA contribuera à l'élaboration de ces politiques en facilitant la tenue régulière de manifestations, d'ateliers et de discussions.
11. Le FIDA ne peut atteindre ses objectifs stratégiques en Éthiopie que si l'accent est mis sur l'accessibilité des financements. L'appui apporté à cet égard vient compléter d'autres programmes financés par le FIDA ainsi que les programmes financés par des partenaires de développement.

B. Enseignements tirés de l'expérience

12. Les programmes RUFIP jouent un rôle crucial dans le rayonnement des institutions de microfinance et des coopératives rurales d'épargne et de crédit: fin 2018, près de 7 millions de personnes avaient eu accès à des services financiers. Pourtant, le manque d'accès aux services financiers en milieu rural demeure problématique en Éthiopie, à la traîne par rapport aux autres pays d'Afrique subsaharienne (base de données Global Findex, 2018). Les programmes RUFIP, ainsi que les autres

² Entité à but non lucratif œuvrant à l'échelle mondiale pour l'amélioration de l'accès des femmes pauvres aux services financiers.

activités et interventions soutenues par le FIDA dans le pays, ont permis de dégager des enseignements qui ont éclairé la conception du programme RUFIP III.

- a) **Efficacité des lignes de crédit.** L'octroi de crédit permet certes aux IFR de pallier leur manque imminent de liquidités et de proposer des financements à une clientèle plus large, mais d'autres mécanismes doivent être prévus. Des garanties pourraient ainsi être instituées pour accroître le niveau de préparation des bailleurs de fonds nationaux et potentialiser le rôle de catalyseur que jouent les lignes de crédit dans la mobilisation de ressources nationales.
- b) **Nécessité de hiérarchiser et d'ordonner les interventions de renforcement des capacités.** Les interventions de renforcement des capacités menées dans le cadre du RUFIP II ont été retardées en raison, notamment, de la lenteur des procédures de passation des marchés, entravées par une capacité institutionnelle limitée. Elles ont toutefois permis d'améliorer les activités des IFR.
- c) **Contribution à la transformation inclusive et durable du monde rural.** Le programme RUFIP a été le levier institutionnel et le moteur de la transformation du secteur de la microfinance. Les IFR ont en effet pu proposer des services financiers à des populations marginalisées, ce qui leur a permis d'entreprendre des activités plus rémunératrices³.
- d) **Capacités requises dans les caisses de crédit mutuel et les coopératives rurales d'épargne et de crédit.** Il est nécessaire de consolider le secteur des coopératives rurales d'épargne et de crédit en: i) dotant les caisses de crédit mutuel et les coopératives rurales d'une capacité institutionnelle accrue pour qu'elles puissent fournir des services techniques et financiers, ii) favorisant la création d'institutions faitières pour que les caisses de crédit mutuel appuient le développement solidaire et durable des coopératives rurales.
- e) **Les services financiers numériques, vecteurs d'efficacité et de rayonnement.** Le travail de terrain considérable accompli dans le cadre des programmes RUFIP ouvre la voie au développement de la finance numérique. Il est largement reconnu que des initiatives innovantes comme la finance numérique et la banque mobile peuvent radicalement changer la donne au chapitre de l'accessibilité des services financiers.
- f) **Gestion du programme.** La gestion globale du programme RUFIP II a été assurée par une unité de coordination et de gestion du programme (UCGP) à la Banque éthiopienne de développement, qui a mis en place une gestion efficace de la ligne de crédit. Toutefois, le suivi-évaluation et la passation des marchés ont été entravés par le manque de capacités, d'où la lenteur des activités de renforcement des capacités et des mesures d'informatisation des IFR.

II. Description du programme

A. Objectif, zone géographique d'intervention et groupes cibles

13. Le programme RUFIP III a pour objectif d'améliorer les moyens d'existence et de réduire la vulnérabilité et la pauvreté en augmentant les revenus et en renforçant la gestion des risques grâce à des mesures financières et autres.

³ Rapport de l'Organisation internationale du Travail, 2012.

14. À cette fin, le programme s'appuiera sur un réseau national de plus de 11 000 coopératives rurales d'épargne et de crédit, leurs structures secondaires (les caisses de crédit mutuel) et 38 institutions de microfinance, notamment dans les régions les moins développées. Il ciblera 13,5 millions de clients, dont plus de 10,25 millions (75%) de personnes pauvres, et permettra à quelque 6,5 millions de nouveaux clients d'avoir accès à des services financiers. Les principaux résultats escomptés sont les suivants: i) les IFR affichent une bonne solidité opérationnelle et sont en mesure de proposer aux personnes vulnérables un meilleur accès à des services financiers, ii) les IFR bénéficient d'un soutien pour se diversifier et se développer afin d'offrir un éventail plus large de services et de produits adaptés aux besoins de leurs clients, iii) les personnes marginalisées ont effectivement accès à des services financiers dans toutes les régions.
15. Le groupe cible proposé comprend 50% de femmes et 10% de jeunes. Les populations des zones les moins développées bénéficieront de produits d'épargne, de crédit et d'assurance. Les bénéficiaires d'autres programmes soutenus par le FIDA seront également ciblés. Le programme vise aussi à faciliter l'accès des populations rurales aux financements proposés par des projets financés par des partenaires de développement.

B. Composantes/résultats et activités

16. Le programme proposé s'étalera sur une période de six ans et s'articulera autour de quatre composantes:
17. **Composante 1: Renforcement des capacités des institutions et des clients.** Cette composante vise à améliorer l'adoption de produits financiers par les institutions de microfinance et les coopératives rurales d'épargne et de crédit grâce à l'éducation financière des populations et au renforcement de la capacité institutionnelle des IFR à mieux répondre aux besoins des groupes cibles. Le résultat escompté est la création d'un réseau d'IFR viables sur les plans opérationnel et financier et œuvrant au service des personnes pauvres, ainsi que l'amélioration des connaissances financières des clients.
18. **Composante 2: Amélioration de la réglementation, de la supervision et de la discipline institutionnelle.** Cette composante vise à renforcer la capacité de la Banque nationale d'Éthiopie et de l'Agence fédérale des coopératives à superviser et à réglementer respectivement les institutions de microfinance et les coopératives rurales d'épargne et de crédit (et leurs caisses de crédit mutuel). Les possibilités de participation à l'élaboration des politiques s'inscrivent dans le cadre de la réforme du secteur financier lancée par le Gouvernement éthiopien (voir le paragraphe 10). Le renforcement des capacités de la Banque nationale d'Éthiopie et de l'Agence fédérale des coopératives devrait se traduire par l'amélioration de l'environnement de réglementation et de supervision, qui permettra d'asseoir la viabilité financière et opérationnelle des IFR.
19. **Composante 3: Facilitation des flux de fonds et diversification des activités.** Cette composante aidera les IFR à obtenir des ressources et à améliorer leur mécanisme de soutien financier pour répondre aux besoins de crédit des groupes cibles du FIDA. Les instruments financiers proposés comprennent une ligne de crédit mise à disposition par le FIDA et ses partenaires de cofinancement, ainsi que des fonds nationaux du Gouvernement éthiopien, de la Banque éthiopienne de développement et d'autres institutions financières. Pour permettre aux IFR d'obtenir des fonds auprès de banques commerciales, il est prévu d'instaurer un fonds de garantie, en collaboration avec l'AGRA et d'autres partenaires. Pour améliorer la capacité des clients à atténuer les risques, les IFR commercialiseront des produits d'assurance en partenariat avec des compagnies d'assurance.
20. Dans le cadre d'une collaboration avec le Projet de promotion du développement agro-industriel durable en Éthiopie (PROSEAD), financé par l'Union européenne, la ligne de crédit sera utilisée à hauteur d'environ 32 millions d'USD pour financer les

IFR situées dans les zones d'intervention du PROSEAD, à savoir les parcs agro-industriels promus par le Gouvernement éthiopien, dans l'optique de favoriser l'octroi de fonds de développement des filières agricoles aux agriculteurs, aux petites et moyennes entreprises rurales, aux coopératives primaires et aux caisses de crédit mutuel. La contribution envisagée par la BEI s'élève à environ 25 millions d'USD et servira à constituer un portefeuille de crédit-bail destiné aux entreprises rurales. Cette composante devrait permettre d'accroître les fonds et de mobiliser d'autres sources de financement afin que les IFR puissent répondre aux besoins de crédit des groupes cibles et leur proposer des produits d'assurance.

21. **Composante 4: Gestion du programme.** Cette composante vise à garantir l'efficacité de la coordination et de la surveillance.

C. Théorie du changement

22. Le programme RUFIP III améliorera les moyens d'existence et réduira la vulnérabilité et la pauvreté en Éthiopie en augmentant les revenus et en améliorant l'aptitude des ménages à gérer les risques. En bénéficiant d'un meilleur accès à des produits adaptés à leurs besoins, les ruraux pauvres pourront investir dans leurs activités agricoles, éventuellement diversifier leurs revenus au moyen d'activités non agricoles, améliorer progressivement leurs conditions de vie et accroître leur résilience face aux chocs liés aux changements climatiques. Grâce au programme, les IFR consolideront leurs capacités techniques et opérationnelles et pourront ainsi fournir une gamme élargie de produits et services financiers à un plus grand nombre de ruraux pauvres. Le secteur financier, lui, bénéficiera de ressources accrues (grâce à l'ouverture de la ligne de crédit et au mécanisme de garantie des crédits) et de mesures de renforcement des capacités institutionnelles, afin qu'il devienne plus inclusif et qu'il gagne en durabilité. Enfin, les autorités de contrôle développeront leurs capacités de réglementation et de supervision (tant sur les aspects techniques que sur les procédures) afin de s'assurer de la bonne santé des IFR et de répondre à la forte croissance de la demande sectorielle.

D. Cohérence, appropriation et partenariats

23. **Cohérence.** Le programme RUFIP III cadre parfaitement avec le deuxième Plan de croissance et de transformation et la Stratégie nationale pour l'amélioration de l'accès aux services financiers, qui favorisent l'inclusion financière, appuient les systèmes de paiement modernes, fixent des règles fondées sur les normes internationales, posent un cadre de protection financière des consommateurs et mettent l'accent sur la capacité financière des clients.
24. Le programme RUFIP III contribuera directement au programme d'options stratégiques pour le pays (2017-2022). Il concorde pleinement avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, appuie la transversalisation des thématiques prioritaires que sont le genre et la jeunesse, et participe à la mise en place de partenariats avec des entités publiques et privées. Il contribuera également à la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 1 (pas de pauvreté), de l'ODD 2 (faim zéro) et l'ODD 5 (égalité des sexes).
25. **Appropriation.** Les programmes RUFIP se caractérisent par un degré élevé d'appropriation par le Gouvernement éthiopien et les partenaires d'exécution. Au cours du programme RUFIP III, le Gouvernement mettra à profit les remboursements des prêts des précédentes phases du RUFIP pour les redéployer vers les IFR. Des liens seront également établis avec d'autres initiatives de développement pour favoriser l'accès à des services financiers.
26. **Partenariats.** Le FIDA s'associe à l'UE, à la Banque africaine de développement, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, à la BEI ainsi qu'à des partenaires bilatéraux dans le cadre du PROSEAD, afin de créer des synergies et de favoriser la mise en place d'un modèle de développement impulsé par le secteur

privé dans les régions rurales d'Éthiopie. Un cofinancement est attendu de la BEI, de l'UE, de l'AGRA et d'institutions nationales, dont la Banque éthiopienne de développement, la Banque commerciale d'Éthiopie et l'Ethiopian Insurance Corporation.

E. Coût, avantages et financement

Coût du programme

27. Le programme RUFIP III a un coût total de 305,79 millions d'USD. D'ici 2025, il aura permis à 13,5 millions de clients d'accéder à des services financiers. En plus d'accroître l'épargne et l'octroi de prêts aux clients, il facilitera l'accès des entreprises et des particuliers ruraux ciblés à d'autres services financiers (assurance, financement des filières agricoles, location et crédit-bail de matériel, etc.).
28. La problématique des changements climatiques sera intégrée et transversalisée dans le RUFIP III. Une partie substantielle des crédits prévus devrait servir à favoriser l'adaptation des bénéficiaires aux changements climatiques et à renforcer la résilience des ménages face aux chocs climatiques. Toutefois, étant donné qu'aucune ressource n'est réservée spécifiquement à l'adaptation aux changements climatiques, le financement du FIDA alloué à l'action climatique sera suivi au cours de l'exécution, au lieu de faire l'objet d'une estimation lors de la conception.

Tableau 1
Coût du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA au titre du CSD		Autres cofinanceurs		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Déficit de financement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1 Renforcement des capacités des institutions et des clients	-	-	14 437,2	74,0	1 599,6	8,2	951,4	4,9	2 517,5	12,9			19 505,7	6,4
2. Amélioration de la réglementation, de la supervision et de la discipline institutionnelle	-	-	12 727,4	87,0	-	-	-	-	1 908,5	13,0			14 635,9	4,8
3. Facilitation du flux de fonds et diversification des activités	4 900,0	1,9	3 993,8	1,5	189 900,0	72,0	-	-	45 000,0	17,1	20 000,0	7,6	263 793,8	86,3
4. Gestion du programme	-	-	3 941,6	50,1	1 400,4	17,8	-	-	2 521,2	32,1			7 863,2	2,6
Total	4 900,0	1,6	35 100,0	11,5	192 900,0	63,1	951,4	0,3	51 947,2	17,0	20 000,0	6,5	305 798,6	100

Tableau 2

Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Autres cofinanciers		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Déficit de financement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Services de consultants	-	-	20 624,6	76,8	2 762,4	10,3	-	-	3 477,0	12,9	-	-	26 864,0	8,8
2. Crédit et fonds de garantie	4 900,0	1,9	3 993,8	1,5	189 900,0	72,0	-	-	45 000,0	17,1	20 000,0	7,6	263 793,8	86,3
3. Équipement et fournitures	-	-	2 645,2	86,1	10,5	0,3	15,5	0,5	400,6	13,0	-	-	3 071,8	1,0
4. Formation	-	-	6 876,4	74,4	227,1	2,5	935,9	10,1	1 205,5	13,0	-	-	9 244,9	3,0
5. Salaires et indemnités	-	-	960,0	52,2	-	-	-	-	879,8	47,8	-	-	1 839,8	0,6
6. Coûts de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	-	984,3	100,0	-	-	984,3	0,3
Total	4 900,0	1,6	35 100,0	11,5	192 900,0	63,1	951,4	0,3	51 947,2	17,0	20 000,0	6,5	305 798,6	100

Tableau 3

Coût du programme par composante et par année du programme
 (en milliers d'USD)

Composante	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total
1. Renforcement des capacités des institutions et des clients	5 359,9	3 959,9	4 063,0	2 833,7	2 115,1	1 174,1	19 505,7
2. Amélioration de la réglementation, de la supervision et de la discipline institutionnelle	2 533,3	3 487,0	3 225,2	2 401,0	2 216,5	772,9	14 635,9
3. Facilitation du flux de fonds et diversification des activités	60 115,1	60 115,1	60 115,1	60 115,1	11 666,7	11 666,7	263 793,8
4. Gestion du programme	2 508,9	1 339,2	1 336,1	874,3	937,5	867,2	7 863,2
Total	70 517,1	68 901,3	68 739,4	66 224,1	16 935,8	14 480,9	305 798,6

Stratégie et plan de financement/cofinancement du programme

29. Le coût total du programme est estimé à 305,79 millions d'USD sur une période de six ans. Outre l'enveloppe de financement proposée par le FIDA (comprenant un prêt de 4,90 millions d'USD et un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette de 35,10 millions d'USD), la BEI envisage l'octroi d'un prêt de 112 millions d'USD (sous réserve d'approbation en octobre/novembre 2019), l'UE accordera un don de 19,4 millions d'USD et l'AGRA apportera 1,5 million d'USD, également sous forme de don. Le cofinancement national alloué par la Banque éthiopienne de développement, la Banque commerciale d'Éthiopie et l'Ethiopian Insurance Corporation s'élève respectivement à 25 millions d'USD, 20 millions d'USD et 15 millions d'USD. L'emprunteur/le bénéficiaire s'est engagé à contribuer à hauteur d'environ 51,9 millions d'USD, somme qui provient pour l'essentiel des rentrées tirées des programmes RUFIP. La contribution des bénéficiaires comprendra l'épargne confiée par les clients aux IFR (qui permettra aux IFR d'octroyer des prêts) et les apports en capital des membres des coopératives rurales d'épargne et de crédit.
30. Le déficit de financement, qui s'élève à 20 millions d'USD, pourra être couvert ultérieurement au cours des prochains cycles du Système d'allocation fondé sur la performance (dans des conditions de financement à définir, dans le respect des procédures internes et sous réserve de l'approbation par le Conseil d'administration) ou par un cofinancement à déterminer au cours de l'exécution.

Décaissement

Flux de fonds et décaissement

31. Un compte bancaire désigné sera ouvert auprès de la Banque nationale d'Éthiopie pour recevoir les fonds du FIDA. Il sera géré par la Banque éthiopienne de développement conformément aux procédures publiques. Un compte d'exploitation correspondant, libellé en birr éthiopien et géré par la Banque éthiopienne de développement, sera ouvert auprès la Banque commerciale d'Éthiopie. D'autre part, des comptes d'exploitation spécifiques seront gérés par les bureaux de promotion des coopératives régionales et les partenaires d'exécution participants, qui recevront les fonds alloués au titre du prêt et du don, ainsi que les contributions individuelles des administrations régionales. Les fonds de cofinancement de l'UE seront décaissés de manière parallèle.
32. Un compte dédié aux fonds de contrepartie, libellé en birr éthiopien, sera également ouvert auprès de la Banque commerciale d'Éthiopie afin de recevoir la contribution apportée par le Gouvernement éthiopien pour prendre en charge les taxes, les droits et d'autres activités convenues. Sur la base du plan de travail et du budget annuels approuvés, le Gouvernement transférera les fonds de contrepartie tous les six mois.

Résumé des avantages et analyse économique et financière

33. L'analyse économique montre que le programme atteindra un nombre considérable de personnes pauvres et très pauvres. Dans le cas des institutions de microfinance, le nombre de clients emprunteurs devrait passer d'un peu plus de 5 millions en 2018 à 10 millions en 2025. Dans les coopératives rurales d'épargne et de crédit, le nombre de membres augmentera également au cours des six années du programme, passant de 1,9 million en 2018 à 3,3 millions en 2025.
34. L'analyse financière montre que les institutions de microfinance et les coopératives rurales d'épargne et de crédit dégagent des rendements positifs. Le sous-secteur de la microfinance affiche, sur une période de 18 ans, une valeur actuelle nette (VAN) de 3 279 millions d'USD et un taux de rentabilité interne financière (TRFI) de 65,5% grâce à la mise à disposition de la ligne de crédit. Le sous-secteur des coopératives rurales d'épargne et de crédit génère une VAN de 111 millions d'USD sur une période de 18 ans et un TRFI de 20%. L'écart prévu entre les TRFI des institutions de microfinance et des coopératives rurales tient au fait que les institutions de microfinance sont motivées par des considérations lucratives, tandis que l'orientation des coopératives est déterminée par leurs membres.
35. Le flux d'avantages repose sur les plus-values générées par l'utilisation de la ligne de crédit par les IFR et les mesures d'appui au renforcement des capacités. Au niveau des ménages, les flux d'avantages découlent des prêts contractés par 11 millions d'emprunteurs à l'appui d'activités rémunératrices. Au niveau sectoriel, la constitution d'un solide réseau d'IFR contribue à l'absence d'exclusive et à la durabilité, en plus de créer des conditions propices aux initiatives menées par les entreprises et le Gouvernement pour atteindre les ménages pauvres. Au niveau macroéconomique, le pays dans son ensemble tire profit de l'amélioration de l'accès des personnes pauvres et vulnérables à des services financiers.

Stratégie de retrait et durabilité

36. Le programme RUFIP III met l'accent sur la viabilité des IFR et du secteur de la microfinance. Compte tenu de la diversité des IFR, le programme prévoit une stratégie de retrait claire consistant à transposer les avantages à plus grande échelle et à pérenniser les résultats. Le fait de mettre durablement des produits et des services financiers appropriés à la disposition des clients cibles, sans dépendre d'un appui extérieur, permettra, *in fine*, de produire les effets souhaités, à savoir réduire la pauvreté et atténuer les risques susceptibles de compromettre les moyens d'existence.

37. Au niveau macroéconomique, les résultats seront pérennisés grâce à la participation d'institutions de politique publique et de réglementation, ainsi qu'à la création des conditions permettant aux IFR de fonctionner efficacement et de gagner la confiance de leurs clients. Au niveau mésoéconomique, l'ouverture d'une ligne de crédit aux IFR (y compris la mise en place d'un mécanisme de garantie et la mise en avant des IFR en tant que créanciers crédibles), le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des IFR, l'informatisation des processus et l'amélioration des systèmes contribueront à la pérennisation des avantages obtenus. Au niveau microéconomique, les clients seront soutenus pour accéder à des services financiers qui amélioreront leurs moyens d'existence et réduiront les risques à la faveur de l'amélioration des compétences financières, de la plus grande proximité des IFR et de la mise à disposition de services d'assurance.
38. Pour accentuer la durabilité, la stratégie de retrait aborde les principaux aspects suivants: i) la viabilité des ressources et des finances des IFR, ii) la pertinence et l'adéquation des pratiques réglementaires, iii) la confiance des clients à l'égard des produits et des services proposés par les IFR.

III. Risques

A. Risques liés au programme et mesures d'atténuation

39. Compte tenu des risques inhérents sur le plan politique, économique, réglementaire et opérationnel, les mesures d'atténuation occupent une place centrale dans le programme. Les principaux risques et les mesures d'atténuation sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4
Cadre intégré de gestion des risques

Risques	Évaluation du risque	Mesures d'atténuation
Politique/gouvernance	Moyen	Communication continue avec le Gouvernement éthiopien et renforcement de la capacité de réglementation et de supervision
Capacité institutionnelle	Moyen	Renforcement des capacités des IFR
Gestion financière	Moyen	Logiciel de comptabilité approprié, formation concernant l'établissement du plan de travail et du budget annuels (PTBA) conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, simplification des modalités régissant les flux de fonds, recrutement d'un(e) comptable à temps plein
Passation des marchés	Moyen	Formation, recrutement d'un(e) responsable de la passation des marchés
Environnement et société	Faible	Campagnes de sensibilisation des IFR

B. Catégorie environnementale et sociale

40. Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique.

Le programme RUFIP III peut avoir un impact environnemental ou social négatif sur les populations humaines ou sur des zones d'importance écologique, mais cet impact: i) est moins négatif que celui de la catégorie A, ii) est spécifique à un site et rarement de caractère irréversible, iii) peut être facilement corrigé par des mesures de prévention ou d'atténuation appropriées. À la lumière des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique et des directives éthiopiennes régissant l'évaluation de l'impact environnemental, le programme relève de la catégorie B. Comme il vise à permettre aux populations vulnérables d'accéder à des produits financiers, il n'entraîne aucun impact majeur sur le plan social et environnemental.

C. Classement au regard des risques climatiques

41. Le programme RUFIP III comporte un risque climatique modéré. La plupart des bénéficiaires sont de petits exploitants et des pasteurs, dont les moyens d'existence et les investissements sont exposés et vulnérables aux chocs climatiques. Toutefois, les bénéficiaires pourront aussi investir les ressources mises à disposition dans le cadre du programme pour renforcer leur résilience et reprendre pied après des chocs climatiques.

D. Soutenabilité de la dette

42. En 2016-2017, la stagnation des exportations, la diminution des réserves en devises et l'échéance des emprunts non concessionnels contractés au cours des cinq dernières années ont entraîné une détérioration des indicateurs du pays au titre de l'analyse de viabilité de la dette préparée en 2017 par le Fonds monétaire international. Le risque de surendettement extérieur est passé à "élevé" en 2018. En conséquence, les conditions de prêt du FIDA, jusqu'alors particulièrement favorables, ont été assouplies en 2018 pour comprendre une combinaison de dons au titre du CSD et de prêts particulièrement concessionnels.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du programme

43. Les modalités d'exécution du RUFIP III seront renforcées en fonction des enseignements tirés. Le Gouvernement éthiopien sera représenté par le Ministère des finances. La direction et l'orientation stratégiques du programme seront assurées par le comité de pilotage, qui sera composé de représentants d'institutions clés telles que le Ministère des finances, la Banque nationale d'Éthiopie, l'Agence fédérale des coopératives, la Banque éthiopienne de développement, une compagnie d'assurance et une banque commerciale. Le comité de pilotage sera aidé dans sa tâche par le directeur du programme.
44. La Banque éthiopienne de développement établira une UCGP qui sera chargée de surveiller l'exécution à l'échelle nationale et régionale. Ses principaux partenaires seront la Banque nationale d'Éthiopie, l'Agence fédérale des coopératives et l'Association des institutions éthiopiennes de microfinance. L'unité supervisera le respect du plan de travail et du budget annuels (PTBA) et le déblocage des fonds selon les modalités prévues, recueillera et analysera les données, et se chargera de l'élaboration des rapports.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

45. **Gestion financière.** En qualité d'organisme principal du programme, la Banque éthiopienne de développement supervisera l'exécution du programme à l'échelle nationale et régionale. Un directeur ou une directrice des finances à temps plein et au moins deux comptables seront affectés au programme. Dans chaque organisme d'exécution, deux personnes référentes seront chargées de la gestion financière au quotidien. Un ou une responsable du suivi-évaluation dirigera les préparatifs et la consolidation du PTBA, en concertation avec le personnel des finances. Certaines lacunes en matière de contrôle ont été recensées lors des missions de supervision et des audits légaux menés dans le cadre du programme RUFIP II. Comme l'utilisation de Microsoft Excel a limité la production de rapports lors du RUFIP II, il convient d'acquérir un logiciel de comptabilité standard et de l'installer dès le démarrage du programme RUFIP III. Des rapports devront être établis tous les trimestres étant donné la mise en place d'un dispositif plus complet d'information financière. Compte tenu du caractère modéré du risque fiduciaire, les auditeurs de la Banque éthiopienne de développement procéderont à des audits internes du programme RUFIP III.

46. **Audit externe.** Un rapport d'audit annuel du programme sera présenté au FIDA dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice budgétaire. L'audit sera effectué par le Bureau de l'auditeur général fédéral ou un commissaire aux comptes qualifié désigné par ce bureau et jugé acceptable par le FIDA, conformément aux Normes internationales d'audit. En application des politiques du FIDA et de l'Association internationale de développement, les états financiers audités seront rendus publics.
47. **Modalités de passation de marchés.** À titre d'entité du secteur public, la Banque éthiopienne de développement sera responsable de la fonction de passation des marchés dans son ensemble. L'UCGP comprendra un ou une spécialiste de la passation des marchés à temps plein qui, en partenariat avec le service de passation des marchés de la Banque éthiopienne de développement, assumera les fonctions suivantes: i) consolider les plans de passation des marchés des différents organismes d'exécution selon le format établi par le FIDA, en assurant le suivi et en rendant compte de leur application, ii) examiner les procédures de passation des marchés des organismes d'exécution et vérifier leur conformité avec les exigences du Gouvernement éthiopien et du FIDA, iii) vérifier, conjointement avec le service de passation des marchés de la Banque éthiopienne de développement, que toutes les procédures de passation des marchés sont appliquées avec diligence et dans le respect des lois.
48. **Méthodes de passation des marchés et montants des examens préalables.** La passation des marchés se fera selon les méthodes décrites dans la Proclamation sur les marchés publics et l'administration des biens. Bien que certains seuils soient énoncés dans la proclamation, les seuils fixés par le Manuel de passation des marchés du FIDA pour les appels d'offres internationaux seront appliqués.
49. **Gouvernance.** Toutes les institutions participantes sont des entités juridiques dotées de structures de gestion et de gouvernance claires. Au niveau de l'UCGP, le comité de pilotage assumera la responsabilité globale des questions de gouvernance.
50. **Gouvernance et mesures de lutte contre la corruption.** Le Gouvernement a créé la Commission fédérale éthiopienne d'éthique et de lutte contre la corruption en mai 2001. La politique anticorruption et les procédures de protection des lanceurs d'alerte du FIDA sont intégrées au manuel d'exécution élaboré en début de programme. Les mécanismes de déontologie, de lutte contre la corruption et de signalement adoptés par les organismes d'exécution seront également appliqués dans le cadre du programme.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

51. Les PTBA seront mis au point dans le cadre d'une démarche de planification participative, avec l'appui technique de l'UCGP. L'UCGP consolidera les PTBA transmis par les institutions de microfinance, l'Agence fédérale des coopératives (qui sera chargée de regrouper les plans des coopératives rurales d'épargne et de crédit et de leurs caisses de crédit mutuel), la Banque nationale d'Éthiopie et de l'Association des institutions éthiopiennes de microfinance, pour validation par le comité de pilotage.
52. Chaque PTBA comprendra un plan de passation des marchés, un plan de décaissement et une stratégie de ciblage. Les IFR devront établir une stratégie pour cibler en priorité les populations pauvres, les femmes, les jeunes et les régions les moins développées, en s'appuyant sur des données de référence, qu'elles devront suivre et consigner. L'UCGP présentera tous les trimestres un rapport de situation au FIDA et à la direction de la Banque éthiopienne de développement.

53. Dans le cadre du programme RUFIP III, le système de suivi-évaluation existant sera modernisé de manière à axer la planification et les rapports sur les résultats, conformément aux exigences du Gouvernement éthiopien et du FIDA. Les capacités de l'équipe de suivi-évaluation seront renforcées. Le dispositif de suivi-évaluation comprendra des activités de gestion des savoirs. La collecte des données sera améliorée grâce à la transposition à plus grande échelle des activités relatives au système d'information de gestion actuellement mis à l'essai par l'Association des institutions éthiopiennes de microfinance et l'Agence fédérale des coopératives. Un système de gestion des bases de données sera mis en place au cours de la première année pour suivre les progrès accomplis et les indicateurs du cadre logique. Ce système servira d'outil d'apprentissage et de décision tout au long du programme.
54. Des informations supplémentaires seront recueillies régulièrement au moyen d'études thématiques et de suivi. Des sondages annuels seront menés dans la zone cible à compter de la deuxième année. Les résultats obtenus seront comparés aux données de référence tirées du sondage initial qui sera effectué au cours de la première année.

Innovation et reproduction à plus grande échelle

55. Le programme RUFIP III sera non seulement l'occasion de transposer à plus grande échelle les résultats obtenus dans le cadre du RUFIP et du RUFIP II, mais aussi de mettre en œuvre des innovations. Outre l'amélioration du ciblage, du suivi et de la mesure des résultats, les innovations s'articuleront autour des principales activités suivantes:
- a) la mise en place d'un mécanisme de garantie destiné à générer, dans le cadre de la stratégie de retrait, un flux régulier de fonds nationaux à destination des IFR;
 - b) l'amélioration de l'accès des clients ruraux à des produits d'assurance à grande échelle. Les IFR bénéficieront d'un soutien pour commercialiser les produits des compagnies d'assurance. Compte tenu des conditions favorables, le recours aux produits d'assurance devrait grandement s'accroître grâce à ce modèle et les effets en matière de réduction de la vulnérabilité des clients devraient être considérables;
 - c) le positionnement du programme en tant que pôle de financement pour des projets conçus par d'autres organismes, qui visent un renforcement des moyens d'existence, mais pâtissent d'un manque d'accès à des financements.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

56. Comme cette troisième phase s'inscrit dans le cadre d'un programme ayant généré des résultats probants, le degré de préparation à l'exécution est élevé. La BEI compte examiner et finaliser les modalités de crédit-bail en octobre et novembre 2019. D'autre part, les aspects à confirmer au cours de la première année d'exécution sont les suivants: i) les modalités de mise en œuvre du mécanisme de garantie (en partenariat avec l'AGRA), ii) le cadre opérationnel régissant les IFR et les compagnies d'assurance, iii) les études de base destinées à éclairer les stratégies de ciblage propres aux IFR, iv) la détermination des fournisseurs d'assistance technique qui seront chargés de faire un suivi des résultats des clients, v) l'achat de logiciels de comptabilité disponibles dans le commerce.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

57. Le programme sera supervisé par le FIDA et la BEI. Un appui à l'exécution devrait probablement être apporté aux fonctions clés suivantes: i) la gestion du programme, ii) le suivi-évaluation et la gestion des savoirs, iii) la passation des

marchés, iv) les domaines de priorité du FIDA (genre, jeunesse et nutrition), v) le ciblage des ruraux pauvres, vi) la participation à l'élaboration des politiques.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

58. Un accord de financement entre la République fédérale démocratique d'Éthiopie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
59. La République fédérale démocratique d'Éthiopie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
60. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

61. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de trois millions six cent mille droits de tirage spéciaux (3 600 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant équivalant à vingt-cinq millions six cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (25 650 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "Rural Financial Intermediation Programme III (RUFIP III)"

(Negotiations concluded on 8 November 2019)

Loan No: _____

Programme name: Rural Financial Intermediation Programme III (RUFIP III) (the "Programme")

The Federal Democratic Republic of Ethiopia (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested financing from the Fund for the purpose of financing the RUFIP III;

WHEREAS, the Programme shall be co-financed by the European Investment Bank, European Union, Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA) and domestic financial institutions;

WHEREAS, the Fund has agreed to co-finance the Programme and provide a loan and a grant for the activities described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, a separate Financing Agreement shall be concluded between the FEDERAL DEMOCRATIC REPUBLIC OF ETHIOPIA and the Fund for the activities financed through the Grant;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), the Special Covenants (Schedule 3) and the General Conditions. In the event of a conflict between this document and any of the Schedules, the provisions of this document shall take precedence.

2. All provisions of the Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower which the Borrower shall use to implement the RUFIP III in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is three millions six hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 3 600 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms and shall be free of interest but bear a fixed service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The Loan shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Financing by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 8th of July.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1st April and 1st October.
 6. A single designated bank account for the Loan and the Grant will be opened in the National Bank of Ethiopia (NBE) to receive funds from IFAD and will be managed by Development Bank of Ethiopia (DBE) in accordance with Borrower procedures. A corresponding operating account in Ethiopian Birr (ETB) managed by DBE will be opened in the NBE. There will also be dedicated operating bank accounts managed by the respective participating Regional Cooperative Promotion Bureaus and implementing partners to receive both the Loan and Grant proceeds and the individual Regional State Governments' contribution.
 7. A single counterpart funding account denominated in ETB will be opened at the NBE to receive Borrower contributions for the Programme taxes and duties and for other activities as allocated. The Borrower shall transfer, based on approved AWPB, counterpart funds on a semester basis.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Programme as provided for in the Financing agreement for the Grant.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Development Bank of Ethiopia (DBE).
2. The following implementing parties are designated as Programme Parties: the National Bank of Ethiopia (NBE), the Federal Cooperative Agency (FCA), Regional Cooperative Promotion Bureau (RCPB) the Association of Ethiopian Micro Finance Institutions (AEMFI), participating microfinance institutions (MFIs), and participating Rural Savings and Credit Cooperatives (RUSACCOs) and their Unions.
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Programme.
4. The Programme Completion Date shall be six years after the date of entry into force of this Agreement or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower and the Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions. The Agreement shall enter into force on the date of receipt by the Fund of the instrument of ratification.

Section D

IFAD will administer the Loan and supervise the Programme.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower to request disbursements under IFAD Financing: The Programme Implementation Manual (PIM) has been waived or amended without the prior agreement of IFAD.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - a) The PIM has been approved by IFAD;
 - b) IFAD no objection to the appointment of the Programme Director, and the Finance Manager;
3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Ministry of Finance
P.O. Box 1905
Addis Ababa
Ethiopia

Facsimile No.: (2511)551355

Copy to:

Development Bank of Ethiopia
P.O. Bosx 1900
Addis Ababa
Ethiopia

Facsimile No.: (2511)511606

For the Fund:

International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower and shall enter into force as provided for in the General Conditions.

FEDERAL DEMOCRATIC
REPUBLIC OF ETHIOPIA

Name and title of the Authorised Representative

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Date: _____

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target population.* The Programme shall benefit at least 13.5 million clients in the rural areas of Ethiopia targeting small holder farmers, pastoralists, agro-pastoralists, rural enterprises, women, youth, and people in least developed areas. Synergies will be sought with IFAD's ongoing Programmes throughout the country and Programmes financed by other development partners.

2. *Programme area.* The Programme shall not be confined to any geographic location but will have increased focus on least developed areas.

3. *Goal.* The goal of the Programme is improved livelihoods and reduced vulnerability and poverty through increased incomes and better ability to manage risks at household level.

4. *Objectives.* The objectives of the Programme shall be to provide access to a range of financial products and services for an estimated 13.5 million rural households in Ethiopia building through sustainable rural financial institutions (RFI).

5. *Components.* The Programme shall consist of the following four components: (i) Building capacity of institutions and clients; (ii) Improving regulation, supervision and institutional discipline; (iii) Facilitating funds flow and diversification of RFI business; and (iv) Programme coordination and management.

5.1 Component 1. Building capacity of Microfinance Institutions (MFIs) and Cooperative Subsector and clients: This component shall support: (a) human resource development through a range of appropriately structured training Programmes and exposure to good practices for senior management and operating staff across the sector; (b) client training in investment aspects, especially for youths to enhance their ability to invest in productive enterprises; (c) design and delivery of financial literacy Programmes for MFI and RUSACCO clients with focus in remote areas, to enhance uptake of financial products and services; and, (d) development of internal systems and processes.

5.2 Component 2. Improving regulation, supervision and institutional discipline: This component shall support: (a) Knowledge and skill development of staff of National Bank of Ethiopia (NBE) on innovative financial products; (b) training on supervisory and regulatory subjects specified by the regulators (NBE and FCA), and (c) policy seminars.

The Programme will also finance technical assistance (TA) to the NBE supporting: (a) policy development for MFIs in aspects referred in the PIM; (b) economic reforms in the development of the financial infrastructure; (c) the development of protocols to facilitate rural and micro-leasing markets; (d) policy dialogue in economic reform areas. At the FCA, the Programme shall support: (a) the process of separating the legal, as well as regulatory and supervisory responsibilities between financial and non-financial cooperatives; (b) setting up a dedicated financial cooperatives regulation wing in FCA; (c) implementation of tiered regulation/inspection; and (d) the establishment of regional/national apex financial institutions.

- 5.3 Component 3. Facilitating funds flow and diversification of business: This component shall support the growth of the savings and loan portfolios of the MFIs and RUSACCOs. This component shall also support: (a) a guarantee fund to enable MFIs and RUSACCO Unions to borrow from commercial banks; (b) agriculture value chain financing; (c) insurance marketing through MFIs and RUSACCOs; and (d) leasing products to meet rural requirements for investment in equipment.
- 5.4 *Component 4: Programme management.* This component will support the management of the Programme implementation through Programme Steering Committee and Programme Coordination and Management Unit (PCMU) in DBE. The PCMU will be strengthened with appropriate expertise to address the technical needs of the Programme as described in the PIM.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Programme Agency.* The Programme shall be coordinated through the Development Bank of Ethiopia (DBE). It will ensure overall oversight for the implementation of the Programme at national level.

7. *National Rural and Microfinance Policy Steering Committee (PSC).* The Ministry of Finance (MoF) will establish a National Rural and Microfinance Policy Steering Committee (PSC) which will ensure overall Programme governance. The PSC shall assume the responsibility to proactively champion the development of enabling policy and regulatory framework for rural financial sector, and address new policy implications on the Programme.

8. The PSC shall also provide an interface to IFAD for policy dialogue and consultative processes. The PSC shall be a key pillar of the management structure of the Programme, setting the tone for the overall development and direction of the microfinance sector. The PSC shall be constituted by the NBE, with expanded representation and terms of reference acceptable to IFAD. The PSC shall be headed by the Vice-Governor, NBE, or such other senior official as may be agreed between the Borrower/Recipient and IFAD.

9. *Programme Management Committee (PMC).* DBE shall re-establish the Programme Management Committee (PMC) created for the RUFIP II with representation for all stakeholders and with enlarged terms of reference. In addition, the PMC shall establish a sub-committee comprised of the President of DBE, the Executive Director of the AEMFI; the Director of Microfinance Institutions Department of NBE, the RUFIP III Programme Director and the National Programme Coordinator in the Federal Cooperative Agency (FCA) to deal with routine operational matters. The membership of the sub-committee may be changed from time to time by agreement of the Borrower/Recipient and the Fund.

10. *The Programme Coordination and Management Unit (PCMU).* DBE shall be responsible for recruitment and assigning of adequate staff to the PCMU as required in the PIM, and as may be satisfactory to IFAD. DBE shall ensure, as specified in the PIM, the assignment of Programme Director, Finance Manager, Monitoring and Evaluation Officer, Procurement Specialist dedicated full-time to RUFIP III, Social Performance, Linkage Officer, and Financial Sector Specialist. The Programme Director shall directly report to a member of DBE's senior management, and shall be delegated financial and operational powers sufficient to provide operational autonomy for the PCMU, as may be necessary. The PCMU shall function like a special purpose vehicle under the overall direction of the PMC and senior management of DBE. The removal of any key Programme staff by the Borrower will be subject to prior consultation and agreement with the Fund.

11. *Credit guarantee sub-committee.* The PCMU shall, in collaboration with AGRA, set up a credit guarantee fund to secure bank loans. A sub-committee shall be established to steer the process, while DBE, in collaboration with qualified experts shall develop and implement the fund.
12. *Insurance sub-committee.* The PCMU shall establish a sub-committee to steer the initiatives on marketing of rural insurance products to the clients of RFIs.
13. *Standing Committee.* The FCA, specifically the National Training Coordinator at federal level, and the Regional Training Coordinators at regional levels, where available, shall establish a Standing Committee to guide the TA process and capacity building of RuSACCO and Union staff, as well as of the members, guided by the PIM. The committee will be chaired by Director, FCA.
14. *Programme Implementation Manual (PIM).* The Borrower shall carry out the Programme also in accordance with the PIM. The Borrower will finalize the development of the PIM for the Fund's consideration and approval. The PIM will include: (a) Programme framework and strategies for target groups; (b) Programme governance structure and institutional arrangements and responsibilities of Lead Agency and PCMU, Implementing Agencies and partners; (c) detailed implementation modalities for Component 1 (Building capacity of institutions and clients), Component 2 (Improving regulation, supervision and institutional discipline), Component 3 (Facilitating funds flow and diversification of businesses); and, Component 4 (Programme management); and, (d) detailed Programme procedures for: annual work plan and budget (AWPB) process; monitoring and evaluation, knowledge management and communication; and procurement. The PIM will also include annexes of various reporting formats, templates, checklists, draft terms of reference for PCMU staff and for technical assistance as well as information on the guarantee fund. The PIM may be updated at any time, as needs arise, during implementation, but shall require prior approval by IFAD.
15. *Procurement arrangements.* As per the Federal procurement proclamation, directive and manual, the actual practice of procurement is decentralized to public bodies or procuring entities that poses a structure that will ensure internal control in the decision-making process. In this case, the DBE is the public body under which RUFIP III will operate and will therefore be responsible for the overall procurement function. At regional level, although procurement is governed by the Public Procurement and Property Administration Proclamation, each region has specific procurement directives.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Category of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to said category and the percentages of expenditures for items to be financed:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentages
I. Credit, Guarantee Funds	3 600 000	100% net of Government and other co-financiers contribution
TOTAL	3 600 000	

(b) The term used in the Table above is defined as follows:

(i) Credit, Guarantee Funds - includes line of credit.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, the Programme will procure an accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported Programmes or customize the DBE accounting system, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. The PCMU shall review and ensure action is taken on internal and external audit findings as well as recommendations of supervision and implementation support missions.
3. *Compliance with the Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)*. The Borrower shall ensure that the Programme will be implemented in compliance with IFAD's SECAP and more specifically that the following measures shall be taken: (a) all Programme activities are implemented in strict conformity with the Borrower relevant laws/regulations; (b) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Programme; (c) recourse to child labour is not made under the Programme; and (d) all necessary and appropriate measures to implement the Gender Action Plan to ensure that women can participate and benefit equitably under the Programme are duly taken.
4. *Anticorruption Measures*. The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations, taking appropriate action to prevent, mitigate and combat Prohibited Practices.

Negotiated financing agreement: "Rural Financial Intermediation Programme III (RUFIP III)"

(Negotiations concluded on 8 November)

Grant No: _____

Programme name: Rural Financial Intermediation Programme III (RUFIP III) (the "Programme")

The Federal Democratic Republic of Ethiopia (the "Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Recipient has requested financing from the Fund for the purpose of financing the RUFIP III;

WHEREAS, the Programme shall be co-financed by the European Investment Bank, European Union, Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA) and domestic financial institutions;

WHEREAS, the Fund has agreed to co-finance the Programme and provide a loan and a grant for the activities described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, a separate Financing Agreement shall be concluded between the FEDERAL DEMOCRATIC REPUBLIC OF ETHIOPIA and the Fund for the activities financed through the Loan;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), the Special Covenants (Schedule 3) and the General Conditions. In the event of a conflict between this document and any of the Schedules, the provisions of this document shall take precedence.

2. All provisions of the Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient which the Recipient shall use to implement the RUFIP III in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Grant is twenty-five million six hundred fifty thousand Special Drawing Rights (25 650 000 SDR).
2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 8th of July.
3. A single designated bank account will be opened for the Grant and the Loan in the National Bank of Ethiopia (NBE) to receive funds from IFAD and will be managed by Development Bank of Ethiopia (DBE) in accordance with Recipient procedures. A corresponding operating account in Ethiopian Birr (ETB) managed by DBE will be opened in the NBE. There will also be dedicated operating bank accounts managed by the respective participating Regional Cooperative Promotion Bureaus and implementing partners to receive the Grant proceeds and the individual Regional State Governments' contribution.
 8. A single counterpart funding account denominated in ETB will be opened at the NBE to receive Recipient contributions for the Programme taxes and duties and for other activities as allocated. The Recipient shall transfer, based on approved AWPB, counterpart funds on a semester basis.
8. The Recipient shall provide counterpart financing for the Programme in the equivalent of fifty one million nine hundred fifty thousand United States dollars (USD 51 950 000).

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Development Bank of Ethiopia (DBE).
2. The following implementing parties are designated as Programme Parties: the National Bank of Ethiopia (NBE), the Federal Cooperative Agency (FCA), Regional Cooperative Promotion Bureau (RCPB) the Association of Ethiopian microfinance institutions (AEMFI), participating microfinance institutions (MFIs), and participating Rural Savings and Credit Cooperatives (RUSACCOs) and their Unions.
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Programme.
4. The Programme Completion Date shall be six years after the date of entry into force of this Agreement or such other date as the Fund may designate by notice to the Recipient and the Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions.

Section D

IFAD will administer the Grant and supervise the Programme.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Recipient to request disbursements under the Grant: The Programme Implementation Manual (PIM) has been waived or amended without the prior agreement of IFAD.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The PIM has been approved by IFAD;

(b) IFAD no objection to the appointment of the Programme Director, and the Finance Manager;

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Recipient:

Ministry of Finance
P.O. Box 1905
Addis Ababa
Ethiopia
Facsimile No.: + (2511) 551355

Copy to:

Development Bank of Ethiopia
P.O. Box 1900
Addis Ababa
Ethiopia
Facsimile No.: + (2511) 511606

For the Fund:

International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Recipient and shall enter into force as provided for in the General Conditions.

THE FEDERAL DEMOCRATIC
REPUBLIC OF ETHIOPIA

Name and title of the Authorised Representative

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Hougbo
President

Date: _____

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target population.* The Programme shall benefit at least 13.5 million clients in the rural areas of Ethiopia targeting small holder farmers, pastoralists, agro-pastoralists, rural enterprises, women, youth, and people in least developed areas. Synergies will be sought with IFAD's ongoing Programmes throughout the country and Programmes financed by other development partners.
2. *Programme area.* The Programme shall not be confined to any geographic location but will have increased focus on least developed areas.
3. *Goal.* The goal of the Programme is improved livelihoods and reduced vulnerability and poverty through increased incomes and better ability to manage risks at household level.
4. *Objectives.* The objectives of the Programme shall be to provide access to a range of financial products and services for an estimated 13.5 million rural households in Ethiopia building through sustainable rural financial institutions (RFI).
5. *Components.* The Programme shall consist of the following four components: (i) Building capacity of institutions and clients; (ii) Improving regulation, supervision and institutional discipline; (iii) Facilitating funds flow and diversification of RFI business; and (iv) Programme coordination and management.
 - 5.1 Component 1. Building capacity of Microfinance Institutions (MFIs) and Cooperative Subsector and Clients: This component shall support: (a) human resource development through a range of appropriately structured training Programmes and exposure to good practices for senior management and operating staff across the sector; (b) client training in investment aspects, especially for youths to enhance their ability to invest in productive enterprises; (c) design and delivery of financial literacy Programmes for MFI and RUSACCO clients with focus in remote areas, to enhance uptake of financial products and services; and, (d) development of internal systems and processes.
 - 5.2 Component 2. Improving regulation, supervision and institutional discipline: This component shall support: (a) Knowledge and skill development of staff of National Bank of Ethiopia (NBE) on innovative financial products; (b) training on supervisory and regulatory subjects specified by the regulators (NBE and Federal Cooperative Agency (FCA)), and (c) policy seminars.

The Programme will also finance TA to the NBE supporting: (a) policy development for MFIs in aspects referred in the Programme Implementation Plan; (b) economic reforms in the development of the financial infrastructure; (c) the development of protocols to facilitate rural and micro-leasing markets; (d) policy dialogue in economic reform areas.

At the FCA, the Programme shall support: (a) the process of separating the legal, as well as regulatory and supervisory responsibilities between financial and non-financial cooperatives; (b) setting up a dedicated financial cooperatives regulation wing in FCA; (c) implementation of tiered regulation/inspection; and (d) the establishment of regional/national apex financial institutions.

- 5.3 Component 3. Facilitating funds flow and diversification of business: This component shall support the growth of the savings and loan portfolios of the MFIs and RUSACCOs. This component shall also support: (a) a guarantee fund to enable MFIs and RUSACCO Unions to borrow from commercial banks; (b) agriculture value chain financing; (c) insurance marketing through MFIs and RUSACCOs; and (d) leasing products to meet rural requirements for investment in equipment.
- 5.4 Component 4. Programme management: This component will support the management of the Programme implementation through Programme Steering Committee and Programme Coordination and Management Unit (PCMU) in DBE. The PCMU will be strengthened with appropriate expertise to address the technical needs of the Programme as described in the PIM.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Programme Agency*. The Programme shall be coordinated through the Development Bank of Ethiopia (DBE). It will ensure overall oversight for the implementation of the Programme at national level.

7. *National Rural and Microfinance Policy Steering Committee (PSC)*. The Ministry of Finance (MoF) will establish a National Rural and Microfinance Policy Steering Committee (PSC) which will ensure overall Programme governance. The PSC shall assume the responsibility to proactively champion the development of enabling policy and regulatory framework for rural financial sector, and address new policy implications on the Programme.

8. The PSC shall also provide an interface to IFAD for policy dialogue and consultative processes. The PSC shall be a key pillar of the management structure of the Programme, setting the tone for the overall development and direction of the microfinance sector. The PSC shall be constituted by the NBE, with expanded representation and terms of reference acceptable to IFAD. The PSC shall be headed by the Vice-Governor, NBE, or such other senior official as may be agreed between the Recipient and IFAD.

9. *Programme Management Committee (PMC)*. DBE shall re-establish the Programme Management Committee (PMC) created for the RUFIP II with representation for all stakeholders and with enlarged terms of reference. In addition, the PMC shall establish a sub-committee comprised of the President of DBE, the Executive Director of the AEMFI; the Director of Microfinance Institutions Department of NBE, the RUFIP III Programme Director and the National Programme Coordinator in the Federal Cooperative Agency (FCA) to deal with routine operational matters. The membership of the sub-committee may be changed from time to time by agreement of the Recipient and the Fund.

10. *The Programme Coordination and Management Unit (PCMU)*. DBE shall be responsible for recruitment and assigning of adequate staff to the PCMU as required in the PIM, and as may be satisfactory to IFAD. DBE shall ensure, as specified in the PIM, the assignment of Programme Director, Finance Manager, Monitoring and Evaluation Officer, Procurement Specialist dedicated full-time to RUFIP III, Social Performance, Linkage Officer, and Financial Sector Specialist. The Programme Director shall directly report to a member of DBE's senior management, and shall be delegated financial and operational powers sufficient to provide operational autonomy for the PCMU, as may be necessary. The PCMU shall function like a special purpose vehicle under the overall direction of the PMC and senior management of DBE. The removal of any key Programme staff by the Recipient shall be subject to prior consultation and agreement with the Fund.

11. *Credit guarantee sub-committee.* The PCMU shall, in collaboration with AGRA, set up a credit guarantee fund to secure bank loans. A sub-committee shall be established to steer the process, while DBE, in collaboration with qualified experts shall develop and implement the fund.
12. *Insurance sub-committee.* The PCMU shall establish a sub-committee to steer the initiatives on marketing of rural insurance products to the clients of RFIs.
13. *Standing Committee.* The FCA, specifically the National Training Coordinator at federal level, and the Regional Training Coordinators at regional levels, where available, shall establish a Standing Committee to guide the TA process and capacity building of RuSACCO and Union staff, as well as of the members, guided by the PIM. The committee will be chaired by Director, FCA.
14. *Programme Implementation Manual (PIM).* The Recipient shall carry out the Programme also in accordance with the PIM. The Recipient will finalize the development of the PIM for the Fund's consideration and approval. The PIM will include: (a) Programme framework and strategies for target groups; (b) Programme governance structure and institutional arrangements and responsibilities of Lead Agency and PCMU, Implementing Agencies and partners; (c) detailed implementation modalities for Component 1 (Building capacity of institutions and clients), Component 2 (Improving regulation, supervision and institutional discipline), Component 3 (Facilitating funds flow and diversification of businesses); and, Component 4 (Programme management); and, (d) detailed Programme procedures for: annual work plan and budget (AWPB) process; monitoring and evaluation, knowledge management and communication; and procurement. The PIM will also include annexes of various reporting formats, templates, checklists, draft terms of reference for PCMU staff and for technical assistance as well as information on the guarantee fund. The PIM may be updated at any time, as needs arise, during implementation, but shall require prior approval by IFAD.
15. *Procurement arrangements.* As per the Federal procurement proclamation, directive and manual, the actual practice of procurement is decentralized to public bodies or procuring entities that poses a structure that will ensure internal control in the decision-making process. In this case, the DBE is the public body under which RUFIP III will operate and will therefore be responsible for the overall procurement function. At regional level, although procurement is governed by the Public Procurement and Property Administration Proclamation, each region has specific procurement directives.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts to each category of the Grant and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentages
I. Consultancies	13 600 000	100% net of Government and other co-financiers contribution
II. Credit, Guarantee Funds	2 600 000	100% net of Government and other co-financiers contribution
III. Equipment and Material	1 750 000	100% net of Government, beneficiaries and other co-financiers contribution
IV. Training	4 600 000	100% net of Government, beneficiaries and other co-financiers contribution
V. Salaries and Allowances	600 000	100% net of Government contribution
Unallocated	2 500 000	
TOTAL	25 650 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (ii) Consultancies - includes technical assistance to strengthening AEMFI, capacity building of RUSACOs, support to improved regulation and supervision of MFIs and RuSACCOs, and strengthen the PCMU/DBE.
- (iii) Credit, Guarantee Funds - includes line of credit.
- (iv) Equipment and material – includes purchase of motor cycles.
- (v) Training – includes training to MFIs, exposure visits, capacity building activities of RuSACCOs and PCMU/DBE.
- (vi) Salaries and allowances – includes cost of senior lead technical staff.

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs in all the Categories, incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 500 000. Activities eligible for financing include baseline studies, recruitment of service providers for tracking client-level progress out of poverty, procurement of an accounting software for the PCMU or proper customization of the DBE one. Procurement of consultancy to conduct the need assessment (financial and technical assistance) of MFIs and RUSACCOs/ their unions in least developed areas, and other activities as specifically agreed and approved in the first Annual Work Program and Budget (AWPB).

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Recipient to request withdrawals from the Grant Account if the Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, the Programme will procure an accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported Programmes or customize the DBE accounting system, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. The PCMU shall review and ensure action is taken on internal and external audit findings as well as recommendations of supervision and implementation support missions.
3. *Compliance with the Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)*. The Recipient shall ensure that the Programme will be implemented in compliance with IFAD's SECAP and more specifically that the following measures shall be taken: (a) all Programme activities are implemented in strict conformity with the Recipient relevant laws/regulations; (b) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Programme; (c) recourse to child labour is not made under the Programme; and (d) all necessary and appropriate measures to implement the Gender Action Plan to ensure that women can participate and benefit equitably under the Programme are duly taken.
4. *Anticorruption Measures*. The Recipient shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations, taking appropriate action to prevent, mitigate and combat Prohibited Practices.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Mid-Term	Programme End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1. People receiving services and products promoted or supported by the programme				PCMU quarterly report from programme MIS	Annually	PCMU	
	Total	7.000.000	10.250.000	13.500.0004				
Programme Goal Contribution to the reduction of poverty in rural Ethiopia	2. Annual income of participating households				Baseline, mid & end line survey, Annual Outcome surveys	Annually	PCMU	Sustained national and regional economic and political stability (A)
	% increase	*	20%	50%				
	3. Increase in ownership of assets among beneficiaries (data disaggregated by gender)				Baseline, Midline, end line surveys, Annual Outcome surveys and Poverty tracking tool results	Annually		
	%	*	35%	Min of 75% increase from baseline				
Development Objective Increased access for rural households by a range of financial services and products	4. Increase in access to savings from MFIs and RUSACCOs 5. Increase in access to credit from MFIs and RUSACCOs 6. Increase in access to insurance through MFIs and RUSACCOs				Baseline, mid & end line survey	Baseline, mid-term and completion	PCMU	
	% increase	*	35%	Min of 75% increase from baseline				
Outcome 1 Strong RFI with sound operating performance offering better Financial access to vulnerable people (Improved sustainability of RFI**)	7. Percentage of partner MFIs and RUSACCOs with operational self Sufficiency above 100% (95 % MFIs and 90% RUSACCO Unions to have OSS above 100%)				NBE, FCA quarterly, annual reports	Yearly/Mid-term and completion	PCMU	Regulatory policies and economic environment remain favourable to RFIs
	%	*	8400 RUSACCOs 35 MFI	95% MFIs 90% unions				
	8. Percentage of partner MFIs and RUSACCOs with less than 5% PAR 90 days ((60 % MFIs and 90% RUSACCO Unions to have PAR 90 days less than 5%)				NBE, FCA quarterly, annual reports	Yearly/Mid-term and completion	PCMU	
	%	60 % MFIs; 90% RUSACCOs	80% MFIs; 90% RUSACCOs	90% MFIs; 90% RUSACCOs				
9. Percentage of partner MFIs and RUSACCOs with 25% reduction in operating costs								
	%	0	75% MFIs; 50% RUSACCOs	95% MFIs; 90% RUSACCOs				
Output 1.1 Social performance& customer protection practices adopted	10. Number of RFIs with effective social and customer protection policies				Data from RFIs – reported by AEMFI and FCA	Yearly/Mid-term	PCMU	RFI are willing to adopt new practices (A)
	% of RFI	10%	50%	100%				
Output 1.2	11. Number of RFIs with industry standard MIS/M&E							

⁴ 50% female, 10% youth

*The values are to be taken from baseline survey data.

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Mid-Term	Programme End Target	Source	Frequency	Responsibility	
MIS/M&E improved from scaling-up of RUFIP II IT and MIS	No RFI	50 RUSACCO Unions ⁵ 20 MFI	100 RUSACCO unions 35 MFI	140 RUSACCO unions 100% MFIs				
Output 1.3 Capacity and financial resources of MFIs and LFIs to provide financial access to farmers, cooperatives, unions and SMEs operating in the value chains and in the AIPs are increased*** (PROSEAD).	12. Percentage increase of number of farmers as clients of financial entities in the park catchment areas supported by the programme (disaggregated by sex)				RFIs M&E and reporting on lending portfolio against targets	Yearly/Mid-term	PCMU	
	% increase	*	15%	40% (to be decided with PROSEAD)				
Outcome 2 Wider offer of services and products responsive to customer needs	13. New/modified services and products developed and marketed in response to customer needs⁶				DBE quarterly reports, annual reports	Yearly/Mid-term and completion	PCMU	
	% of RFIs offering new products	0	50%	90%				
Output 2.1. Funding from financial institutions and other programs mobilised	14. Number of RFI accessing financing from other sources				RFIs reports, FCA, AEMFI	Yearly/Mid-term	PCMU	
	No. of MFIs	*	50%	80%				
	% increase							
Outcome 3 Effective Financial inclusion for marginalised people and regions**	15. Increase in clients in underserved regions				Poverty tracking tool results, Annual Outcome surveys	Annually	PCMU	Sound industry reporting (A)
	% increase	*	Annual increase of 25%	Annual increase of 25%				
	16. Percentage of marginalised people/households reporting using rural financial services**				Annual Outcome surveys	Yearly/Mid-term and completion	PCMU	
	% of HH	*	25% annual increase	25% annual increase				
Output 3.1 Access to loanable funds for RFI improved and criteria made more equitable	17. Percentage increase of medium and small RFI accessing LoC							
	% of MFIs % of RUSACCOs	80% *	85% 50%	90% 75%				
Output 3.2 Establishment and implementation of partnerships with other	18. Partnership coordination framework							
	Number of Clients referred to by other partner/projects working with	nil	1.600.000	3.200.000				

⁵ In case of RUSACCOs, IT enabled MIS is being implemented at the Union level.

⁶ Market research, product development, Product marketing

* The values are to be taken from baseline survey data

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions (A) / Risks (R)
	Name	Baseline	Mid-Term	Programme End Target	Source	Frequency	Responsibility	
government and PTF initiatives working with under-deserved regions and marginalized people	under-deserved regions and marginalized people							
Output 3.3 Nutrition of vulnerable households improved	19. Percentage of households starting backyard/kitchen garden as a results of the trainings received.	0	25%	50%				
Output 4 Policy engagement	20. Regulation Development in Financial infrastructure: National Payments, Credit Bureau or Collateral Registration				NBE Reports	Annual	PCMU	A= Probable area of policy engagement for RUFIP III, among all Reform areas.
	Number of Regulations issued by NBE	0	1	2				
	21. User participation of financial infrastructure				NBE	Annual	PCMU	
	Number of MFIs participating	0	5	40				